

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 VALENCIENNES

VALENCIENNES, le 09/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Les Vents du Sud Cambrésis S.A.S.

521 boulevard du Président Hoover
Le Polychrome
59000 Lille

Références : V3-2023-179
Code AIOT : 0007006457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement Les Vents du Sud Cambrésis S.A.S. implanté Walincourt Selvigny 59127 Walincourt-Selvigny. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Les Vents du Sud Cambrésis S.A.S.
- Walincourt Selvigny 59127 Walincourt-Selvigny
- Code AIOT : 0007006457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien du bois de Saint-Aubert est un parc éolien composé de 6 aérogénérateurs situés sur la commune de Walincourt-Selvigny et Hautcourt-en-Cambrésis

Le parc éolien du bois de Saint Aubert a été autorisé par arrêté préfectoral du 26 janvier 2016. La phase de construction a démarré le 20 mars 2023. La phase de construction dite "phase chantier" d'un parc éolien est réglementée. Pour cette installation, les prescriptions applicables à cette phase chantier sont

- l'implantation des mâts;
- la préservation des enjeux environnementaux;
- les mesures en faveur du château d'Esnes;
- les mesures spécifiques à la phase travaux.

Ces points font l'objet de la présente inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Emplacement des mâts et du PdL	Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 1,3	/	Sans objet
2	Préservation des enjeux environnementaux	Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.3	/	Sans objet
3	Préservation des enjeux environnementaux	Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.3	/	Sans objet
4	Mesures en faveur du château d'Esnes	Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.3.3.1	/	Sans objet
5	Mesures en faveur du château d'Esnes	Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.3.3.4	/	Sans objet
6	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.4.1	/	Sans objet
7	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.4.2	/	Sans objet
8	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.4.4	/	Sans objet
9	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.4.5	/	Sans objet
10	Mesures spécifiques liées à la phase travaux	Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.4.7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les principaux constats sont présentés dans les fiches de constat.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emplacement des mâts et du PdL

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 1.3					
Thème(s) : Situation administrative, Liste des installations concernées par l'autorisation unique					
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet					
Prescription contrôlée :					
Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et numéro)
	X	Y			
Aérogénérateur n° 1	724111	6999456	Haucourt-en-Cambrésis	Le bois de l'Hermitage	Section ZD parcelle n° 23
Aérogénérateur n° 2	724743	6999350	Walincourt-Selvigny	Bois de St-Aubert	Section ZN parcelle n° 28
Aérogénérateur n° 3	725 379	6999229	Walincourt-Selvigny	Piesente de Ligny	Section ZO parcelle n° 88
Aérogénérateur n° 4	724 769	6999912	Walincourt-Selvigny	Bois de St-Aubert	Section ZN parcelle n° 34
Aérogénérateur n° 5	725269	6999834	Walincourt-Selvigny	Bois de St-Aubert	Section ZN parcelle n° 40
Aérogénérateur n° 6	725 777	6999745	Walincourt-Selvigny	Pres du Bois de St-Aubert	Section ZO parcelle n° 2
Poste de livraison n°1	725 798	6999775	Walincourt-Selvigny	Pres du Bois de St-Aubert	Section ZO parcelle n° 2
Constats : La localisation (coordonnées Lambert RGF 93) des mâts est conforme. L'exploitant a transmis par courriel en date du 6 juin 2023 les plans des implantations réalisés par un géomètre expert.					
Type de suites proposées : Sans suite					
Proposition de suites : Sans objet					

N° 2 : Préservation des enjeux environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.3
Thème(s) : Autre, Préservation des chiroptères
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Compte tenu des enjeux potentiels liés au peuplement de chiroptères, l'exploitant effectue un suivi éco-éthologique du peuplement pendant le chantier et après la mise en fonctionnement du

<p>parc éolien.</p> <p>Le programme de suivi des chiroptères s'attachera à définir les points suivants: structure et composition du peuplement en période de reproduction; structure et composition du peuplement en période de migration et de swarming; stratégie d'occupation spatio-temporelle des habitats et des abords du parc; étude éco-éthologique des espèces vis-à-vis du parc éolien;[...]</p>
<p>Constats : Un suivi a été mis en place par le bureau d'études Ecosphère, l'exploitant a transmis les rapports de suivi par courriel du 6 juin 2023. Des points d'écoute "chiroptères" ont été disposés au bord de chaque plate-forme, en mai pour la période de transit printanier. Les boîtiers seront redéposés pour la période de parturition (mise bas) et de swarming (période de regroupement).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Préservation des enjeux environnementaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Préservation de l'avifaune</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Compte tenu des enjeux potentiels liés aux peuplements d'oiseaux, notamment les espèces relevant de l'annexe I de la directive Oiseaux 2009/147/CE du 30 novembre 2009 (Pluvier doré, busards,...) et les autres espèces menacées, dont une population existe dans les périmètres d'étude, l'exploitant met en place un suivi pluriannuel des peuplements et de l'occupation spatio-temporelle des milieux. Ce programme de suivi respecte le protocole BACI (Before After Control Impact), avec des inventaires visant à définir un état initial avant la mise en place, un suivi pendant le chantier et, enfin, un suivi après la mise en exploitation.</p> <p>Ces suivis seront programmés sur les territoires de nidification et d'hivernage, sur les périodes nuptiales et internuptiales des espèces concernées (espèces menacées présentes au moment de la réalisation du chantier) soit le périmètre proche plus le périmètre d'impact pressenti des éoliennes selon les taxons.</p> <p>Le programme de suivi des espèces d'oiseaux remarquables s'attache à définir les points suivants: structure et composition du peuplement d'oiseaux remarquables en période internuptiale (migration pré-nuptiale, migration post-nuptiale, hivernage, estivage, dispersion,...) ; structure et composition du peuplement d'oiseaux remarquables en période de nidification; localisation précise le cas échéant des nids; suivi de l'état d'avancement des nichées concernées (passage d'un expert ornithologue au cours de la période d'élevage des jeunes); intervention auprès de l'agriculteur pour une sensibilisation à la préservation des jeunes avant leur envol; structure et composition du peuplement d'oiseaux remarquables en période d'hivernage; étude éco-éthologique des espèces remarquables vis-à-vis du parc éolien;[...]</p>
<p>Constats : L'exploitant a mandaté le bureau d'études Ecosphère pour réaliser le suivi environnemental. Un 1er passage a été réalisé en 2022 afin de définir un état 0 du site en amont de la phase chantier. En 2023, trois passages ont été réalisés, en mars, en avril et en mai. L'exploitant a transmis les 4 rapports par courriel du 6 juin 2023. Aucune espèce nicheuse n'a été recensée sur le chantier.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Mesures en faveur du château d'Esnes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.3.3.1
Thème(s) : Autre, Enfouissement de lignes électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant se charge d'obtenir et de faire réaliser l'enfouissement des lignes électrique et téléphonique traversant l'avant du château.
Constats : Les travaux d'enfouissement des lignes électriques et téléphoniques ont été réalisés.
Observations : Les travaux ont été réalisés par la commune d'Esnes. L'exploitant est en contact avec la commune pour participer à d'autres travaux sur le territoire communal en remplacement des travaux d'enfouissement des lignes électrique et téléphonique traversant l'avant du château déjà réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Mesures en faveur du château d'Esnes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.3.3.4
Thème(s) : Autre, Accompagnement financier à l'embellissement du château
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un montant de 20 000 € est mis à la disposition des propriétaires du château par l'exploitant. Ce montant est destiné à la réalisation de travaux de mise en valeur du château (parties accessibles au public), d'entretien, de réparation ou de restauration de celui-ci. La nature des travaux ainsi financés ou cofinancés doit être préalablement validée par l'Architecte des Bâtiments de France et présentée à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : A la date de l'inspection, la somme de 20000€ pour financer des travaux de mise en valeur du château, d'entretien, de réparation ou de restauration n'a pas été mise à disposition des propriétaires du château. Par courriel du 30 juin 2001, l'exploitant informe l'inspection qu'un projet de convention a été présenté aux propriétaires du château le 21 juin 2023 afin de financer les travaux qu'ils souhaitent réaliser.
Observations : La démarche est engagée, l'exploitant doit transmettre, à l'inspection des installations classées, la convention avant la mise en service du parc.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.4.1
Thème(s) : Autre, Protection des enjeux écologiques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un balisage écologique en phase travaux sera à opérer en cas de risque avéré (en fonction du calendrier de réalisation et des voies d'accès choisies par les entreprises en charge du chantier). Pour cela l'exploitant réalise une cartographie adaptée des sites sensibles au moment du lancement du chantier accompagnée des recommandations nécessaires à en garantir la préservation et communique ces éléments aux entreprises chargées des travaux et s'assure que les installations de chantier (base vie, stockages, accès,...) ne sont pas susceptibles de compromettre la biodiversité locale. Les boisements, haies, talus, accotements enherbés et prairies devront être évités lors de la phase de chantier afin de préserver le site des nuisances inhérentes aux travaux (dégradation de talus, stockage de matériaux, bruit...)[...]
Constats : L'exploitant a transmis par courriel en date du 6 juin 2023, les rapports du suivi environnemental réalisés par le bureau d'études Ecosphère. Aucune espèce patrimoniale, aucun busard ont été aperçus sur le chantier. L'exploitant déclare, toutefois, que le matériel destiné au balisage de zones est prévu en cas de découverte de nids ou d'espèces végétales à préserver.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.4.2
Thème(s) : Autre, Protection des sols et des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour ne pas détériorer la qualité des eaux souterraines et pour ne pas engendrer de pollution en surface dans la zone de chantier. Un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle sur l'ensemble du projet est élaboré par l'exploitant en concertation avec la maîtrise d'oeuvre et l'équipe travaux. Ce plan permet de sensibiliser l'ensemble des intervenants sur les risques de pollutions accidentelles et les conduites à tenir, le cas échéant, pendant l'exécution des travaux. Il spécifie, notamment, les personnes et organismes à contacter en cas de déversements accidentels ainsi que les différents moyens d'action à mettre en œuvre lors de tels accidents (fiches de données de sécurité des produits utilisés, dispositifs d'urgence à mettre en œuvre, dispositifs de dépollution disponibles sur le chantier). L'exploitant doit fournir ce plan d'intervention et sensibiliser tout le personnel susceptible d'intervenir sur le chantier sur le cas de pollution accidentelle. Aucun stockage de réservoirs d'huiles ou de carburant sur la zone de chantier et sur la piste de travail n'est autorisé. Le stockage des produits susceptibles de polluer, matériaux, matériels, déchets, etc.... est organisé sur le seul site de la base vie. L'ensemble des intervenants en est informé. Les produits sont acheminés autant que nécessaire au fur et à mesure des besoins. L'aménagement du terrain et l'installation du chantier respectent les consignes de sécurité et de protection de l'environnement édictées par l'exploitant. Aucun entretien des machines n'est autorisé sur le site. Les opérations de vidange ou de remplissage des réservoirs des engins sont

<p>interdites dans les zones hydrologiques sensibles notamment à proximité des ruisseaux et des périmètres de captage. Afin de s'assurer qu'aucun déversement de produit polluant susceptible de migrer dans le sous-sol, et donc la nappe, ne se produise, l'exploitant s'assure que les engins utilisés sur le chantier sont contrôlés régulièrement pour détecter toute fuite de liquide. Il convient de veiller à ne pas favoriser l'infiltration d'eau susceptible d'être polluée au niveau de la zone de travaux. En cas de pollution, les eaux polluées sont pompées et stockées dans des réservoirs mis à disposition sur le site et à proximité immédiate du site des travaux. Ces réservoirs, s'ils sont utilisés, sont placés sur rétention.</p> <p>En cas de déversement accidentel de produit susceptible de polluer les eaux souterraines, sans délais, la zone concernée par l'incident est traitée par un produit absorbant. Les terres souillées sont ensuite décaissées sur une épaisseur suffisante pour atteindre la couche saine puis entreposées sur une zone totalement imperméabilisée. Elles sont recouvertes par une membrane étanche afin d'éviter un éventuel ruissellement en cas de pluie. Après caractérisation de leur qualité elles sont évacuées vers un centre de traitement ou de stockage adapté.</p>
<p>Constats : L'exploitant a mis en place des mesures et des procédures pour éviter tout risque de pollution des sols et des eaux souterraines. La base de vie est équipée d'une fosse sceptique. Les produits polluants sont stockés sur rétention. L'approvisionnement des véhicules de chantier est réalisé sur une aire étanche. Les engins sont équipés de kit anti-pollution.</p>
<p>Observations : L'exploitant déclare qu'aucun incident n'est à déplorer à la date de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 8 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.4.4</p>
<p>Thème(s) : Autre, Organisation du chantier</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin d'avoir l'impact le plus faible sur l'environnement, une seule base vie est installée pour les salariés intervenant sur le chantier de construction du parc éolien en amont des premiers travaux et ceux jusqu'à la fin du chantier. Elle comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des réfectoires; - des vestiaires; - des sanitaires; - des bureaux; - des modules de stockage. <p>Le périmètre du chantier est bien délimité, il préserve l'espace de tout dérangement superflu et n'engendre pas d'occupation de surface plus importante que celle nécessaire.</p> <p>Les aires de stockage doivent être organisées en retrait des ouvertures visuelles majeures pour éviter la création d'obstacles visuels pouvant dénaturer la perception des vues paysagères du territoire.</p> <p>Concernant la gestion de la ressource en eau, cette base vie est complètement autonome. Son approvisionnement par citerne externe permet de contrôler les volumes utilisés et de prévenir les gaspillages. La récupération des eaux usées est dirigée dans une fosse d'accumulation qui est vidée régulièrement.</p> <p>Concernant les déchets générés sur la base vie, ceux-ci sont récupérés dans différents containers en fonction de leur nature, afin de respecter le tri sélectif. Ces containers sont régulièrement vidés</p>

<p>et leurs contenus éliminés selon des filières appropriées.</p> <p>La terre végétale décapée au niveau des aires de levage et des accès créés est stockée à proximité et réutilisée autour des ouvrages. Les matériaux de couches inférieures extraits lors des travaux de terrassement des fondations sont également stockés sur place puis mis en remblais autour des ouvrages en fin de chantier.</p>
<p>Constats : La base de vie est installée à proximité immédiate d'une exploitation agricole. Sa constitution est conforme à l'article 2.4.4 de l'arrêté du 26 janvier 2016. Une benne est présente pour collecter les déchets générés sur la base de vie, une fosse sceptique est présente. L'installation de la base de vie a nécessité un décapage de terres agricoles. Ces terres sont conservées en périphérie de la base et serviront à la remise en état du site en fin de chantier, conformément au souhait de l'exploitant agricole.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 9 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.4.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Prévention des nuisances</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de limiter la gêne occasionnée par le chantier pour les riverains et les usagers du site, les mesures qui suivent sont mises en œuvre.</p> <p>Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés sur le site sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. Les engins de chantier sont conformes à un type homologués et leurs niveaux de bruit émis sont conformes à la réglementation en vigueur. L'usage de tout appareil de communication acoustique (par exemple sirènes, avertisseurs, hauts- parleurs), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p> <p>Les travaux auront lieu préférentiellement en période diurne et en tout état de cause en dehors de la période 22h-5h.</p> <p>La trêve de repos hebdomadaire sera observée, conformément aux exigences du Code du Travail.</p> <p>La phase de travaux peut générer des émissions de poussières. Si besoin (par temps sec et venté), les abords et les accès du chantier seront arrosés pour réduire les émissions et la propagation de poussières.</p>
<p>Constats : Le chantier respecte des horaires classiques. Les entreprises n'interviennent pas le week-end sauf, éventuellement pour le levage des mâts. Une information des riverains est envisagée si besoin.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 10 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2016, article 2.4.7
Thème(s) : Autre, Sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une attention particulière sera apportée à la sécurité des usagers des routes empruntées par les convois de transport et les engins de chantier.
Constats : L'exploitant n'a défini qu'un seul point d'accès au chantier sur la route départementale. La circulation entre les différentes implantations est organisée sur les chemins. Lorsque cela était possible, ces chemins ont repris le tracé des chemins existants et utilisés pour l'exploitation agricole des terres. Un plan de circulation a été défini et l'exploitant a travaillé sur la coordination des travaux, notamment en définissant un plan de circulation des toupies. Sur l'ensemble du réseau interne, la vitesse est limitée à 30km/h.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet